

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déjà parlé de ses entretiens avec l'AIEA et il a clairement indiqué au député, je crois, que la position du Canada est telle que l'a énoncée publiquement le premier ministre à la conférence Habitat.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

PAKISTAN—LA DEMANDE D'ENTRETIENS SUPPLÉMENTAIRES EN MATIÈRE NUCLÉAIRE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il soutient que l'agence internationale dispose d'un personnel suffisant pour faire des inspections. Il serait intéressant de savoir combien d'inspections ont été effectuées depuis trois ans à la centrale CANDU à l'extérieur de Karachi. Ma question concernant le Pakistan est simplement la suivante: le ministre a reçu du Pakistan, il y a deux mois, une demande d'aide nucléaire accrue. Le gouvernement a-t-il finalement pris une décision à la suite à cette demande et, si oui, laquelle?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le député mêle tout. En fait, le Canada a demandé une renégociation avec le Pakistan des ententes actuelles sur les garanties en vue de les resserrer. C'est la question qu'étudient présentement le Pakistan et le Canada. Le Pakistan n'a pas demandé d'aide supplémentaire en plus de celle qui lui est accordée actuellement.

* * *

L'ÉNERGIE

LA RENÉGOCIATION DU CONTRAT DE VENTE À L'ARGENTINE D'UN RÉACTEUR NUCLÉAIRE—DEMANDE D'ESTIMATION DU COÛT

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Encore une fois, le ministre esquivait la question de savoir ce qu'il en coûterait à l'Énergie atomique du Canada Limitée pour le projet argentin, en disant depuis au moins six mois que ce projet fait l'objet de négociations. Combien de temps encore les nouvelles négociations vont-elles se poursuivre et le gouvernement a-t-il une idée de ce qu'il en coûtera au contribuable canadien?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je ne peux fournir au député un calendrier précis. De toute évidence, le Canada a intérêt à conclure le marché le plus avantageux possible. C'est ce que les négociateurs canadiens s'efforcent de faire actuellement.

Questions orales

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

INDE—L'EMPRISONNEMENT DE M. GEORGES FERNANDES—DEMANDE D'INSTANCES EN FAVEUR DE SA LIBÉRATION

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse également au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné que le Canada et la République de l'Inde font tous deux partie du Commonwealth, qu'une longue amitié les unit et qu'ils respectent ou respectaient tous deux la liberté démocratique, le ministre exprimera-t-il ses regrets à M^{me} Gandhi, premier ministre de l'Inde, ou à son représentant, en raison de l'arrestation et de l'emprisonnement pour raisons politiques de Georges Fernandes, dirigeant socialiste démocrate et chef syndical? Il s'agit d'une mesure visant à balayer toute opposition démocratique dans ce pays. Le ministre plaidera-t-il en faveur de la libération de M. Fernandes?

● (1420)

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Comme le sait sans doute le député, monsieur l'Orateur, toute tentative de la part du Canada de conseiller les autorités indiennes sur l'administration des affaires internes de leur pays serait très vraisemblablement plus nuisible qu'utile dans la situation actuelle. Les instances du député, j'en suis persuadé, se passent de commentaires.

M. Brewin: Je comprends très bien l'attitude du ministre; je soutiens néanmoins que lorsque des libertés fondamentales sont en jeu et que beaucoup de gens dans le monde entier expriment leur regret, le Canada devrait y joindre sa voix.

* * *

[Français]

L'HABITATION

LE PROGRAMME D'AIDE À LA REMISE EN ÉTAT DE LOGEMENTS DANS LES RÉGIONS RURALES—ON DEMANDE SI UNE ENTENTE A ÉTÉ CONCLUE AVEC LE QUÉBEC SUR LES ZONES QUI SERONT ADMISSIBLES

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre d'État chargé des Affaires urbaines.

Il y a quelques semaines, le ministre faisait parvenir aux députés un communiqué dans lequel il annonçait un programme d'aide à la remise en état de logements dans les régions rurales. Pour ce qui est du Québec, est-ce que le ministre pourrait dire à la Chambre si un accord spécial a été conclu entre son ministère et un ministère de la province de Québec en vue d'une entente sur des zones devant être désignées pour bénéficier de ce programme?

[Traduction]

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Oui, monsieur l'Orateur, nous en sommes arrivés à une entente avec la Société générale de l'habitation du Québec, mais je ne sais pas pour le moment avec certitude si un accord a été signé. Je serai heureux de vérifier. Nous nous sommes entendus avec la province sur les régions désignées.